

Nous ne sommes pas de ces directeurs des grands médias qui ont reçu le gang Le Pen au-delà de la raison. Nous ne sommes pas de ces commentateurs froids et compassés qui considèrent l'extrême droite comme un mal inéluctable « vu la crise ». Nous considérons au contraire que le FN prospère sur les trahisons des engagements du président et sur les mesures antisociales prises sans interruption depuis son élection. Nous sommes de façon définitive contre le FN, la droite radicale, les catholiques intégristes et les libéraux réactionnaires. C'est pourquoi nous demandons le retrait de toute la politique Hollande qui a repris celle de Sarkozy et a provoqué le désastre électoral sur fond de désespérance. Sans quoi, le naufrage n'est pas loin.

**Monsieur le Président, votre responsabilité est engagée,
c'est votre politique qu'il faut changer,
car c'est elle qui fait désespérer !**

Monsieur le Président, voici votre bilan. Comment ne pas les voir, ces invisibles que vous avez sanctionnés ? Ils sont **2 électeurs sur 5 à pratiquer l'abstention, sans compter celles et ceux qui ont renoncé à l'inscription.** « Qu'importe les urnes, nous, on ne compte pas, c'est toujours l'austérité, le système ne nous est d'aucune aide. Et quand on chôme ou qu'on ne gagne pas assez, on nous culpabilise, on nous dénonce, on nous humilie. » Voilà ce qu'ils se disent, les abstentionnistes. Tout compte fait, ils sont presque la moitié du corps électoral réel.

Et puis il y a ceux qui votent pour une formation ouvertement raciste, apparue il y a 30 ans, dont on connaît toutes les ruses. Le gang Le Pen veut remplacer l'intérêt collectif et social par la préférence nationale, la lutte contre les licenciements par la lutte contre l'immigration.

Le Front national grandit, croit et se multiplie sur le fumier fertile de l'austérité. Bien sûr, ceux qui ont posé cette mine nous appellent maintenant à déminer. Mais qui a donc piégé le vote favorable à Hollande, arraché par la promesse du Bourget, une lutte contre la finance et financiers. Qui a trahi dès le lendemain ce rejet de Sarkozy en politique libérale identique à Sarkozy ?

Quelle gueule peut bien avoir votre Pacte de responsabilité quand toute la politique qui le sous-tend est désormais désavouée par une immense majorité ? Comment justifier les mesures antisociales quand c'est précisément toute leur logique qui est sanctionnée ?

Pas un jour n'est passé depuis votre élection sans que des sanctions économiques et sociales ne soient décidées contre les salariés. Du ralliement immédiat à ce « traité européen » qui condense l'austérité européenne à la continuation des mesures Sarkozy contre les retraites en passant par tous les laissez passer délivrés aux licenciements et aux fermetures d'entreprises, aucun répit ne nous a été accordé. Jusqu'à l'adoption de nuit (sic), la veille du scrutin, d'un nouvel ANI contre les chômeurs et leurs indemnités, qui succède à ceux contre l'emploi et contre la formation professionnelle.

Un mécanisme hors de portée de la démocratie sociale et du moindre contrôle démocratique a été mis en place, appelé dialogue social, confisqué par une Troïka Medef-CFDT-gouvernement. Votre machine infernale, robot calibré pour faire payer les salariés, le suffrage universel l'a recrachée. Le dogme de cette Troïka justifie automatiquement toute mesure contre l'emploi, le salaire et la protection sociale. Les urnes pour cette machine sont transparentes, c'est-à-dire inexistantes. Et pourtant, elles ont condamné et la machine et l'austérité.

Le grand ordinateur libéral, après ces élections et avant les européennes, a prévu de recharger les canons à austérité : banquiers et rentiers, industriels et financiers, frottez-vous les mains, le Pacte va être, en grandes pompes, adopté. Votre gouvernement va engager sa responsabilité devant des députés désavoués. Le chômage va augmenter. Les dividendes et les profits vont engraisser. Seuls les pauvres maigriront.

Et puis c'est sur Gallois et Gattaz que repose votre orientation sanctionnée. Des patrons que nul n'élite, nommés super experts par dessus la représentation nationale et les ministères, au nom de la compétitivité qui justifierait la subordination du principe de la représentation nationale...

Le contentieux est lourd. Trop lourd pour que nous n'ayons pas l'exigence que soit levée l'hypothèque qui pèse sur le suffrage universel, qui s'appelle austérité. On nous demande faire confiance, nous avons été trompés. On nous demande de reconnaître Gattaz comme créateur d'emplois, lui qui préside un syndicat qui n'a de cesse de conquérir les licenciements automatiques, la réduction des salaires et la privatisation de la Sécurité sociale.

Soudain, dans vos rangs c'est la panique, parce que le verdict des urnes est tombé, que l'extrême droite menace la droite au point de la faire exploser, mais que l'austérité doit continuer.

Nous sommes tout autant des militants du Travail, de ses intérêts, que des antifascistes convaincus, pour toujours et définitivement.

Alors, Monsieur le Président, votre responsabilité est d'abandonner et le Pacte, les licenciements, le chômage et l'austérité qui ont fabriqué et l'extrême droite et le dégoût d'aller voter !

Aidez-nous à créer des emplois et vous verrez comme nous mettrons fin à cette pestilence nommée Front national. Avec quel bonheur nous renverrons Marine Le Pen à sa riche chaumière de Saint-Cloud.

Nous attendons votre réponse, Monsieur le Président. Avant le second tour, si vous avez le temps...